



200-225, rue King Street  
Fredericton, NB E3B 1E1  
Phone / Téléphone : 1-866-933-2222

## FORM 8 / FORMULE 8

### ARTICLES OF REORGANIZATION / STATUTS DE RÉORGANISATION

(*Credit Unions Act*, S.N.B. 20 19, c. C-25, s 157(4))

(*Loi sur les caisses populaires*, L.N-B. 20 19, c. C-25, art. 157(4))

1.

\_\_\_\_\_  
Name of credit union / Dénomination de la caisse populaire

2. In accordance with the court order for reorganization under section 157 of the *Credit Unions Act*, the articles of incorporation are amended as follows: /

Conformément à l'ordonnance de la cour pour la réorganisation en vertu de l'article 157 de la *Loi sur les caisses populaires*, les statuts constitutifs sont modifiés comme suit:

Signature

Name and description of office: / Nom et description du poste :

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
Date

## NOTICE - COLLECTION AND USE OF CONFIDENTIAL INFORMATION AVIS - LA COLLECTE ET L'UTILISATION DES RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS

The confidential and other information provided to or received by the Financial and Consumer Services Commission of New Brunswick (Commission) on this form is collected by the Superintendent of Credit Unions or Commission staff on behalf of the Commission under the authority granted by the *Credit Unions Act*, the *Financial and Consumer Services Commission Act* and financial and consumer services legislation.

The information contained on this form is submitted in confidence and will be securely maintained by the Commission. It will not be disseminated to third parties or the public without your consent, other than as may be required by the *Right to Information and Protection of Privacy Act* or as otherwise permitted by applicable law. The Commission may take steps to verify the information contained on this form, or may share the information contained on this form with regulating authorities and law enforcement agencies in other jurisdictions, and such information may be used in determining an entity's status in other jurisdictions where it is incorporated or is applying for incorporation.

Les renseignements confidentiels et autres types de renseignements qui sont fournis à la Commission des services financiers et des services aux consommateurs du Nouveau-Brunswick (la Commission) dans cette formule sont recueillis par le surintendant des caisses populaires, ou par le personnel de la Commission au nom de la Commission en vertu de l'autorité qui lui est conférée par la *Loi sur les caisses populaires*, par la *Loi sur la Commission des services financiers et des services aux consommateurs*, et par la législation relative aux services à la consommation.

Tous les renseignements confiés à la Commission seront protégés et traités à titre confidentiel. Ils ne seront pas communiqués à des tiers ou au public sans votre consentement, à moins que la *Loi sur le droit à l'information et la protection de la vie privée*, ou toute autre loi applicable ne l'exige. La Commission peut vouloir vérifier les renseignements contenus dans la présente formule ou bien communiquer ces renseignements à des organismes de réglementation et d'application de la loi dans d'autres administrations, et lesdits renseignements peuvent être utilisés pour vérifier le statut de l'entité dans les autres provinces ou territoires où l'entité est constituée en corporation ou a présenté une demande de constitution en corporation.

### Instructions

In paragraph 1, the name of the credit union must appear exactly as in the articles.

In paragraph 2, set out separately any new or amended provision of, and any deletion from, the articles, and the paragraph of the articles to which the change relates.

The articles must be signed by a director or an officer.

A certified copy of the court order must accompany the articles of reorganization.

Articles must be executed in duplicate for delivery to the Superintendent.

À l'alinéa 1, la dénomination de la caisse populaire doit être exactement la dénomination figurant aux statuts.

À l'alinéa 2, indiquer séparément toute disposition nouvelle ou modifiée des statuts et toute suppression s'y afférant, ainsi que l'alinéa des statuts auquel le changement se rapporte.

Les statuts doivent être signés par un administrateur ou un dirigeant.

Une copie certifiée conforme de l'ordonnance de la cour doit être jointe aux statuts de réorganisation.

Les statuts doivent être signés en deux exemplaires pour leur remise au surintendant.